

L'amélioration de la résilience des élevages laitiers familiaux au Brésil requiert l'organisation d'un service de conseil intégrant tous les acteurs de la filière

FAGES M. (1), LE GUEN R. (2), CÔRTEZ C. (1), MELO A.A.S. de (3)

(1) Groupe ESA, 55 rue Rabelais, 49007 Angers, France

(2) Laboratoire LARESS, Chaire « Mutations agricoles », Groupe ESA, 55 rue Rabelais, 49007 Angers, France

(3) UAG/UFRPE, Avenida Bom Pastor, s/n, Boa Vista - CEP: 55292-270 - Garanhuns/PE, Brésil



Introduction

Au Pernambouc, 2nd état producteur de lait dans le Nordeste du Brésil, la sécheresse survenue en 2012 et 2013, associée à la destruction par la cochenille du carmin des cultures de figuier de barbarie utilisé traditionnellement dans l'alimentation des troupeaux, a mis en danger la filière laitière. L'absence d'un conseil effectif aux éleveurs a été identifiée comme un facteur limitant majeur au développement de la production laitière et à son adaptation au changement climatique.

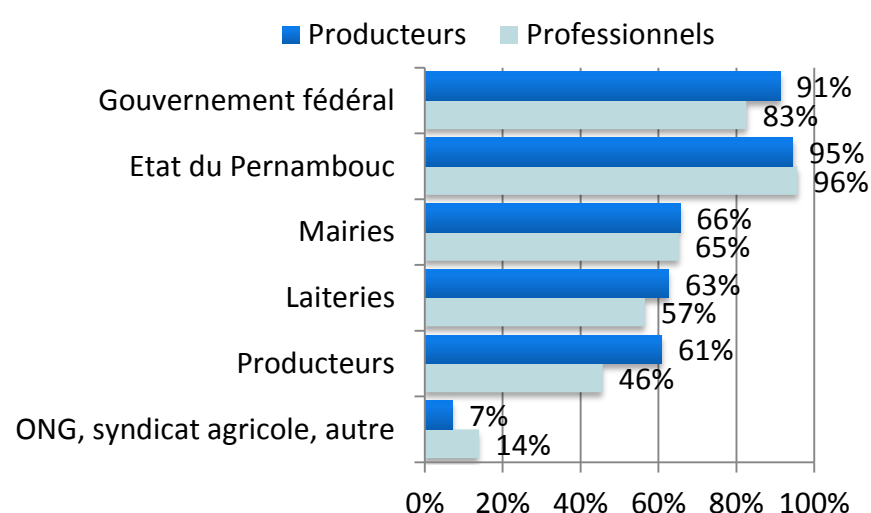
L'objectif de ce travail est d'analyser les systèmes de conseil/développement (C/D) existants afin de dégager des pistes d'amélioration.

Matériel et méthodes

Enquête de type monographique réalisée en 2014 dans quatre municipalités de la région de l'Agreste Méridional concernant au total 46 professionnels du secteur laitier et 276 éleveurs et membres de leur famille ayant participé à 21 entretiens collectifs.

Résultats et discussion

- La moitié (52 %) des agents de conseil et 70 % des producteurs enquêtés considèrent qu'il n'existe, dans la région, aucune offre véritable de service de conseil public ou privé.
 - La qualité médiocre du service de C/D s'explique selon les professionnels par : le manque de fonctionnaires (57 %) et leur manque de compétences (47 %), la mauvaise exécution des politiques publiques (30 %), des conditions de travail difficiles (26 %) et l'ingérence ou, à l'inverse, le désintérêt de personnalités politiques (20 %).
 - Près des trois quart des éleveurs (72 %) se disent tout à fait prêts à écouter les recommandations d'un technicien qui se déplace à leur rencontre, qui soit compétent pour proposer des techniques adaptées à leur réalité productive, qui soit capable de réaliser des essais pratiques en coopération avec eux et qui ait des notions de gestion de l'entreprise agricole.
- Qui doit participer au financement du service de conseil ?



→ Résultats rejoignant ceux qui constataient le manque de conseil aux éleveurs laitiers du Pernambouc et des analyses

des politiques fédérales de développement rural. Les propositions d'amélioration du service de conseil sont cohérentes avec la Politique nationale de conseil et de développement agricole du Brésil.

Conclusion

Il existe différentes dynamiques dans les quatre localités enquêtées. Les producteurs et les professionnels du secteur laitier sont conscients qu'une évolution des systèmes de conseil/développement agricole est nécessaire. Pour cela, les différents acteurs devront s'accorder sur l'organisation et le financement de ce service ainsi que l'engagement des responsables politiques.